

## Communiqué

A l'appel de nombreuses fédérations et confédérations syndicales, un préavis de grève est déposé, le 5 décembre prochain, pour alerter sur un projet de réforme des retraites qui accentuera immanquablement les inégalités du système actuel et dont les contours s'avèrent particulièrement flous. **Nous regrettons l'absence de prise en compte des remarques et propositions des partenaires sociaux et tenons à réaffirmer notre attachement au dialogue social, au système de retraite par répartition, la prise en compte de la pénibilité du travail et des carrières longues.**

**Mais au-delà de cette réforme des retraites, nous assistons à une exaspération inédite et préoccupante qui ne manquera pas de s'exprimer également au cours de cette journée de mobilisation.** Nous y voyons la nécessité de répondre de manière claire à l'urgence sociale, la question des salaires, le besoin de services publics de proximité, les difficultés de la jeunesse et celle des territoires. L'attente de nos concitoyens est forte et doit collectivement nous interpeller.

**Dans l'élaboration du budget départemental pour l'année 2020,** soumis au vote en décembre prochain, **nous avons veillé à intégrer au maximum ce besoin de solidarité avec la population du Pas-de-Calais et avec les territoires.** Cela nécessite des réponses spécifiques, des marges de manœuvres budgétaires et une présence publique quotidienne au plus proche de la population.

**Or, les dispositions du gouvernement concernant les Départements rendent cette nécessaire action bien difficile :** la contrainte forte imposée par le contrat budgétaire avec l'Etat nous empêche d'apporter des réponses nouvelles aux besoins urgents. L'absence de financement adapté aux dépenses du RSA pour les personnes privées d'emploi, de l'APA pour les personnes âgées dépendantes et de la prestation handicap reste largement à notre charge. Un mouvement de recentralisation au niveau de l'Etat s'organise alors que les solutions sont locales. Les dispositions fiscales envisagées vont nous couper du contribuable local au risque de ne plus comprendre le sens de notre action... Tout cela dans une totale absence d'écoute et le refus du dialogue comme lors du récent Congrès de l'Assemblée des Départements de France.

**Aussi, face à l'absence de dialogue social, la marginalisation organisée des corps intermédiaires et des acteurs locaux nous décidons d'apporter notre soutien à la mobilisation du 5 décembre.** Le pacte social, véritable ciment de notre nation, ne pourra être préservé que si le gouvernement ne s'aventure pas dans un exercice solitaire du pouvoir et ne persiste pas dans cette politique néolibérale du chacun pour soi.

**Laurent DUPORGE**  
Président du groupe socialiste,  
Républicain et citoyen

**Jean-Claude LEROY**  
Président du  
Conseil Départemental

**Ludovic GUYOT**  
Président du groupe communiste  
et républicain